

28 juillet 2022  
Français  
Original : anglais\*\*

---

## Trentième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes

Guatemala, 3-7 octobre 2022

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*\*\*

### Principales tendances et mesures de lutte à l'échelle régionale en matière de trafic de drogues

## Situation actuelle de la coopération régionale et sous-régionale

### Rapport du Secrétariat

#### I. Introduction

1. On trouvera dans la présente note des informations sur les initiatives de coopération régionale et sur l'assistance fournie par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) aux gouvernements des pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour lutter contre le trafic de drogues et les infractions connexes. Il y est plus particulièrement rendu compte des faits nouveaux survenus depuis la vingt-neuvième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes, qui a eu lieu à Lima du 7 au 11 octobre 2019.

#### II. Contrôle des précurseurs

##### Colombie

2. L'ONUDC, par l'intermédiaire du Système intégré pour la surveillance des cultures illicites, a continué de donner aux autorités nationales des conseils techniques sur l'élaboration de stratégies fondées sur des données factuelles, en menant des travaux de recherche et des projets d'études relatifs aux infrastructures de production spécialisées, et sur les tendances liées à l'utilisation de substances chimiques pour la transformation de chlorhydrate de cocaïne illicite.

3. Le Système intégré pour la surveillance des cultures illicites a continué d'aider le Gouvernement colombien concernant la description chimique de la substance psychoactive connue sous le nom de kétamine, qui est commercialisée sous forme de

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (26 septembre 2022).

\*\* Disponible uniquement en anglais, espagnol et français, qui sont les langues de travail de cet organe subsidiaire.

\*\*\* [UNODC/HONLAC/30/1](#).



mélange avec d'autres drogues synthétiques, comme la MDMA, ce qui en permet la diffusion en Amérique latine et dans les Caraïbes.

### **Brésil**

4. Au Brésil, l'ONUDC appuie la mise en place du système d'alerte rapide sur les drogues, qui vise à repérer rapidement l'apparition de nouvelles substances psychoactives dans le pays grâce à la coopération entre différentes institutions brésiliennes. En 2022, il a publié le premier rapport provenant de ce système, dans lequel figuraient des données et une analyse sur les nouvelles substances psychoactives. Cette initiative est conduite par le Centre d'excellence pour la réduction de l'offre illicite de drogues, un partenariat entre l'ONUDC, le Secrétariat national pour les politiques en matière de drogue et la gestion des actifs, et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

### **Amérique centrale et Caraïbes**

5. En janvier 2022, avec l'appui technique de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues et de l'ONUDC, El Salvador a lancé son système d'alerte rapide sur les drogues et les nouvelles substances psychoactives, et a depuis envoyé plusieurs alertes. Le pays a ainsi rejoint l'Argentine, le Chili, la Colombie, la Trinité-et-Tobago et l'Uruguay au rang des pays ayant mis en place des systèmes d'alerte rapide.

### **Niveaux régional et sous-régional**

6. Dans le cadre du programme sur la manipulation et l'élimination sans risque des drogues et des précurseurs, l'ONUDC a contribué au renforcement institutionnel des stratégies visant à procéder de manière rapide et appropriée à l'élimination finale des drogues et des substances chimiques saisies en Colombie, en Équateur, au Guatemala et au Pérou. Cette activité comprenait la conception d'un logiciel servant à administrer les bases de données institutionnelles sur les substances chimiques, l'accent étant mis sur l'application des systèmes d'information géographique, l'élaboration de lignes directrices sur les plans d'élimination, l'examen des capacités nationales d'élimination et la conduite d'un examen normatif.

7. Au premier trimestre 2022, l'ONUDC a prêté son concours à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues pour l'organisation de webinaires de formation sur les systèmes d'alerte rapide et les nouvelles drogues au Guatemala, au Mexique et au Paraguay, avec au programme des exposés techniques sur le rôle des laboratoires de criminalistique dans l'exploitation de ces systèmes.

## **III. Assistance juridique et lutte contre le blanchiment d'argent**

### **Colombie**

8. En Colombie, avec l'appui du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'ONUDC a organisé une formation spécialisée visant à intensifier les mesures de lutte contre les flux financiers illicites provenant de la déforestation. Cent quatre-vingts fonctionnaires ont pu ainsi élargir leur connaissance des techniques de détection et d'enquête relatives à certains types de dissimulation d'actifs et de leurs possibles liens avec les flux financiers illicites provenant de la déforestation, à Meta, San José del Guaviare, Caquetá et Putumayo. La formation a également favorisé la coordination et la collaboration entre les autorités nationales et locales dotées de responsabilités liées à l'environnement et à la détection et à la répression, ce qui a permis de garantir la durabilité des activités mises en place.

9. L'ONUDC a aidé le Conseil municipal de Bogota à concevoir un système de gestion des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme destiné à établir, développer et améliorer les capacités des agents publics de 72 districts à prévenir et combattre ces infractions dans le contexte de l'administration publique.

10. Le Bureau de l'ONUDC en Colombie a organisé une célébration de la Journée nationale de la prévention du blanchiment d'argent, afin d'appeler l'attention sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans les secteurs public et privé et de renforcer les mesures visant à les prévenir et à les combattre.

#### **Bolivie (État plurinational de)**

11. Depuis 2021, le Bureau de l'ONUDC dans l'État plurinational de Bolivie collabore avec le Service chargé des enquêtes financières, auquel il fournit des services d'assistance technique, en vue de donner suite à l'évaluation nationale des risques de blanchiment d'argent réalisée dans le cadre du cycle d'évaluations conjointes du Groupe d'action financière d'Amérique latine et de renforcer les institutions judiciaires.

#### **Équateur et Pérou**

12. Dans le cadre d'un programme visant à fournir des solutions, une formation et des conseils pour l'élimination des stupéfiants, l'ONUDC a mené une évaluation juridique de l'élimination des drogues et des précurseurs saisis, et des conseils sont actuellement dispensés pour la mise en œuvre de ses recommandations.

### **Amérique centrale et Caraïbes**

#### **Panama**

13. Le Bureau régional de l'ONUDC pour l'Amérique centrale et les Caraïbes a fourni une assistance technique continue à des institutions telles que l'Institut de la défense publique et le Bureau de la défense publique pour les victimes, concernant la révision et l'actualisation de son « modèle de gestion ».

14. De 2019 à 2022, dans la province de Chiriquí, s'est déroulée la construction d'un bâtiment de la défense publique destiné au système judiciaire, qui devrait lui être remis en août 2022.

15. En 2020, l'ONUDC a achevé la construction d'un tribunal dans la communauté indigène de Llano Tugri, y compris l'ensemble des procédures requises en matière d'appel d'offres, de coordination et d'inspection du site. Le bâtiment a été remis au système judiciaire le 18 novembre 2020, ce qui a permis à des communautés vivant dans des zones isolées d'avoir accès à la justice.

16. En 2021, l'ONUDC a achevé la construction d'un tribunal dans la communauté indigène de Kusapin. Ce projet comprenait l'élaboration d'un mandat, le lancement d'un appel d'offres, la coordination journalière et la conduite d'inspections sur le site de construction. Le bâtiment a été remis au système judiciaire le 17 mai 2021.

17. En 2021 et 2022, l'ONUDC a dispensé des formations en ligne de portée nationale sur les principes de base de la conduite d'enquête à l'aide de preuves numériques aux enquêteurs du Bureau de la défense publique, aux assistants du Bureau de la défense publique pour les victimes exerçant des fonctions d'enquête, et aux enquêteurs de la Direction des enquêtes judiciaires de la Police nationale.

18. Une série de six webinaires de portée nationale sur l'importance de la déontologie judiciaire pour l'instauration de sociétés justes a eu lieu en 2021, l'objectif étant de sensibiliser les acteurs du système judiciaire aux questions de déontologie. Le programme de la formation a été communiqué à l'Instituto Superior de la Judicatura, afin que ses instructeurs puissent eux-mêmes la dispenser.

19. L'ONUDC a coorganisé avec l'Instituto Superior de la Judicatura la XXIX<sup>e</sup> Conférence de la défense publique, lors de laquelle ont été débattues des questions liées au blanchiment d'argent et à la confiscation d'avoirs.

20. L'ONUDC a facilité l'élaboration et la révision de manuels de procédure et d'indicateurs de gestion, et un service de recherche a été créé afin d'assurer une

représentation juridique de qualité dès le début du processus. D'autres outils et publications ont également été produits : des guides sur les principes de base de l'enquête, le traitement des faits sur la scène d'enquête, la vérification des activités orales lors de l'audition, et les principes de base de l'utilisation de preuves numériques aux fins de l'enquête.

### **Autres États**

21. Au Honduras, l'ONUDC prévoit d'organiser, en septembre 2022, une réunion générale des coordonnateurs du Réseau de recouvrement d'avoirs du Groupe d'action financière d'Amérique latine, qui permettra aux coordonnateurs d'aborder des questions stratégiques en échangeant des données d'expérience et en discutant de problèmes communs, en vue d'assurer la durabilité du Réseau. Elle sera également l'occasion de présenter les résultats de la coopération internationale menée par l'intermédiaire du Réseau, non seulement en Amérique latine, mais aussi avec d'autres réseaux régionaux et, en particulier, avec le Réseau Camden regroupant les autorités compétentes en matière de recouvrement d'avoirs.

22. Des activités comprenant la fourniture d'une assistance juridique, menées en collaboration avec le Service de renseignement financier, sont en cours pour réformer la législation hondurienne relative au blanchiment d'argent. Les 18 et 19 novembre 2020, un atelier sur la prévention de la corruption dans la passation des marchés publics, tenu à l'intention de la Cour supérieure des comptes et de la Direction générale des marchés publics, a mis en lumière l'utilisation de la méthode et du guide sur les mesures de lutte contre la corruption dans la passation des marchés publics et la gestion des finances publiques, ainsi que les bonnes pratiques à suivre pour assurer le respect des dispositions de l'article 9 de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

23. Au Belize, du 22 au 24 septembre 2021, a eu lieu un atelier sur la Convention contre la corruption à l'intention du secteur privé, qui était spécialement destiné aux syndicats d'enseignants et portait sur la loi envisagée dans la Convention concernant la participation de la société à la prévention de la corruption et du blanchiment d'argent.

24. En octobre 2020 et 2021, l'ONUDC, en coordination avec le Groupe d'action financière d'Amérique latine et le Groupe d'action financière des Caraïbes, a mené une campagne de célébration de la Journée internationale de la prévention du blanchiment d'argent, qui a lieu le 29 octobre, avec la tenue d'activités tout au long du mois, notamment la diffusion de messages de sensibilisation au public et au secteur privé.

25. Les 9 décembre 2020 et 2021, l'ONUDC, en coordination avec ses partenaires d'Amérique centrale et des Caraïbes, a célébré la Journée internationale de la lutte contre la corruption.

26. En 2021, quatre ateliers consacrés à l'intégrité et à la déontologie institutionnelle, à la prévention de la corruption et du blanchiment d'argent et à la lutte contre ces phénomènes, se sont tenus au Costa Rica et au Honduras à l'intention des services de renseignement financier, des organes d'enquête judiciaire, du ministère public, de la police, des auditeurs juricomptables et des commissions de lutte contre la corruption.

27. En février 2021, deux stages de formation en ligne de cinq jours chacun concernant l'atelier de formation à la lutte contre la corruption de l'ONUDC sur les techniques d'enquête et de poursuite dans les affaires de corruption, qui visaient à renforcer les capacités à prévenir et à détecter les infractions de corruption et de blanchiment d'argent ainsi qu'à en poursuivre et à en juger les auteurs, se sont tenus à l'intention des procureurs, des juges, de la police, et des analystes et enquêteurs des services de renseignement financier des Bahamas, de la Barbade, de la Grenade, de la Jamaïque et de la Trinité-et-Tobago.

28. De juin à octobre 2020, en coordination avec l'école du ministère public de la République dominicaine, l'ONUDC a élaboré deux cours de cinq semaines destinés aux procureurs et sanctionnés par un diplôme de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent.

#### **IV. Renforcement des forces nationales de police et des initiatives de coopération**

##### **Colombie**

29. L'ONUDC a aidé le Gouvernement à améliorer les capacités de l'armée et de la police en matière de collecte, d'analyse et de traitement de données, aux fins de l'enregistrement des mesures d'éradication manuelle forcée. Plus de 330 agents ont pu ainsi améliorer les connaissances et les savoir-faire dont ils disposaient pour enregistrer les opérations d'éradication conformément aux normes et paramètres applicables à l'inclusion de données dans le Système intégré pour la surveillance des cultures illicites.

30. Dans le cadre du projet sur le trafic de drogues en Amérique latine (Colombie, Costa Rica et El Salvador) du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, le Bureau de l'ONUDC en Colombie a tenu cinq ateliers techniques axés sur l'utilisation d'indicateurs clefs et de connaissances techniques pour s'attaquer à la production et au trafic illicites de cocaïne dans la sous-région, ce qui a permis à plus de 200 agents des organes de police d'améliorer leur compréhension du sujet et leurs capacités d'action.

31. En partenariat avec l'Organisation mondiale des douanes, l'ONUDC dirige la mise en œuvre du Programme de contrôle des conteneurs en Colombie. À cet égard, la capacité des unités de contrôle portuaire à assurer un contrôle efficace des marchandises et une gestion intégrée des frontières a été renforcée. Par suite, les taux de détection de produits illicites dans les conteneurs examinés se sont améliorés, sur la base du profilage et de l'évaluation des risques, et 155 affaires liées au trafic de drogues ont été enregistrées dans l'application « ContainerComm », représentant au total la saisie de 60 218 kilogrammes de cocaïne, 886,1 kilogrammes de marijuana et 330 m<sup>3</sup> de bois rond, soit 145 rondins.

32. L'ONUDC a renforcé les capacités des agents de police à communiquer en temps réel des informations, des données et des rapports, de façon à améliorer les capacités des sources institutionnelles d'informations environnementales. Les autorités des secteurs de l'environnement, de la défense et de la justice ont pu ainsi effectivement enrayer les activités des structures criminelles et autres acteurs responsables de la déforestation, du blanchiment d'argent et du trafic de drogues dans des zones d'intérêt écologique de Colombie, grâce au renforcement de l'interopérabilité et de la collaboration entre les autorités chargées de prévenir ces infractions et d'en poursuivre les auteurs.

##### **Bolivie (État plurinational de)**

33. En juillet 2021, une délégation de procureurs et d'agents de la police des stupéfiants de l'État plurinational de Bolivie s'est rendue à Asunción, où ses membres ont rencontré leurs homologues pour échanger sur des affaires de trafic de drogues de premier plan concernant les deux pays et, plus largement, l'Amérique du Sud et l'Europe.

34. En 2021, l'ONUDC et l'État plurinational de Bolivie ont signé le descriptif d'un projet financé par l'Union européenne et destiné à appuyer la mise en œuvre de la stratégie bolivienne visant à lutter contre le trafic de substances placées sous contrôle et à maîtriser l'expansion des zones de culture du cocaïer pour la période 2021-2025.

35. En juin 2022, l'ONUDC a facilité la tenue d'une réunion en ligne à l'occasion de laquelle des agents de police boliviens et panaméens ont échangé des données

d'expérience et des connaissances sur la cybercriminalité, le trafic de drogues et la criminalité organisée.

### **Pérou**

36. Dans le cadre du Programme mondial contre la cybercriminalité, des agents de police spécialisés dans les enquêtes sur la drogue et des procureurs œuvrant à la lutte contre le blanchiment d'argent et la criminalité organisée du Pérou et du Paraguay, représentant un total de 30 personnes, ont reçu une formation sur les enquêtes pénales dans le cyberspace, les cryptomonnaies, la chaîne de blocs et la criminalistique numérique. Le Programme mondial a permis de renforcer les capacités d'enquête sur le trafic en ligne de drogues synthétiques et d'opioïdes synthétiques grâce à une formation intensive de 55 heures par pays. Le principal objectif était de couvrir l'intégralité du cycle d'enquête sur le trafic de drogues dans le cyberspace, depuis les premiers stades d'une affaire jusqu'à la tenue du procès. Au cours des premiers stades, différents outils et techniques d'enquête sont fusionnés d'un point de vue juridique et technique, le but étant de constituer des dossiers solides qui puissent effectivement déboucher sur des détentions, un enrayerement du trafic en ligne et des décisions de justice.

### **Brésil**

37. En 2022, l'ONUDC a lancé un projet pilote sur la surveillance du marché des drogues illicites au Brésil, en vue d'établir et d'appliquer une méthode de surveillance axée sur les informations relatives aux prix, en s'inspirant du modèle utilisé en Colombie par la Police nationale colombienne et l'ONUDC. Cette initiative est conduite par le Centre d'excellence pour la réduction de l'offre illicite de drogues, un partenariat entre l'ONUDC, le Secrétariat national pour les politiques en matière de drogue et la gestion des actifs, et le PNUD. Les résultats permettront de mettre en place, conjointement avec les services de détection et de répression brésiliens, un système de surveillance du marché des drogues illicites plus large et plus diversifié.

38. Au Brésil, l'ONUDC met en œuvre un programme visant à aider les services de détection et de répression à réduire la déforestation tropicale, et a fourni aux autorités compétentes une formation et une assistance technique sur les moyens de repérer les infractions financières liées aux forêts et de mener des enquêtes les concernant.

39. L'ONUDC a continué de travailler en partenariat avec les autorités au sujet de la sûreté publique et de l'efficacité de la police dans l'État de Rio Grande do Sul et, en 2022, il a organisé un atelier international sur le thème « Les pratiques optimales en matière d'intégrité dans l'usage de la force : l'exemple de l'indice de conformité des activités policières de Rio Grande do Sul ».

### **Amérique centrale et Caraïbes**

40. De mai 2021 à mai 2022, dans le cadre du Programme mondial contre la cybercriminalité et du programme sur le renforcement de la coopération en matière d'enquêtes criminelles et de justice pénale le long des itinéraires de trafic de drogues (CRIMJUST), 104 enquêteurs et 88 procureurs du Costa Rica, d'El Salvador, de l'Équateur, du Guatemala, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de la République dominicaine et de l'Uruguay ont été formés aux enquêtes de sources ouvertes, au traitement des demandes internationales de preuves numériques et au principe de diligence raisonnable pour l'obtention et l'examen de preuves numériques lors des enquêtes sur le trafic de drogues facilité par Internet.

41. L'ONUDC a favorisé le renforcement des capacités en tenant une série d'ateliers à l'intention des autorités policières, des procureurs, des juges et des médecins légistes du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Panama et de la République dominicaine. Il a formé des enquêteurs et des procureurs de ces pays au sujet de la production de cocaïne aux laboratoires de toxicologie légale de Tolima (Colombie).

42. Entre août 2019 et mars 2022, l'ONUDC a dispensé des formations sur des actes spécifiques de cybercriminalité et sur la conduite d'enquêtes au moyen d'Internet à 1 140 enquêteurs des services de police et des ministères publics du Belize, d'El Salvador, du Guatemala et du Honduras, ainsi que sur les demandes de preuves numériques, les principes de base de la cybercriminalité et de la cybersécurité et les poursuites en la matière, tandis que 175 examinateurs de criminalistique numérique de ces pays ont été formés à l'établissement de rapports sur les preuves numériques. Il a également renforcé les capacités de 335 juges des mêmes pays, qui ont reçu une formation sur les principes de base de la cybercriminalité et le traitement des preuves numériques.

43. L'ONUDC a fourni du matériel informatique et des équipements spécialisés au Belize, à El Salvador et au Guatemala, aux fins du bon fonctionnement de leurs services de lutte contre la cybercriminalité. Cela a permis de rénover le service de lutte contre la cybercriminalité de la Police nationale civile du Guatemala et de créer des services d'assistance technique régionaux pour le ministère public du pays. En outre, les équipements et logiciels fournis au Belize ont permis de créer au sein de la Police nationale un laboratoire de criminalistique spécialisé dans la lutte contre la cybercriminalité.

44. L'ONUDC a continué d'aider les autorités nationales salvadoriennes à mettre en place des dispositifs d'urgence à activer en cas de disparition de personnes, et a renforcé leurs capacités techniques à enquêter sur les disparitions forcées liées à la criminalité organisée, notamment dans les domaines opérationnel et criminalistique. Il a également fourni une assistance technique à El Salvador pour le lancement d'une équipe spéciale contre les disparitions forcées, qui a été intégrée aux 14 départements du pays par le Bureau du Procureur général et la Police nationale civile.

45. En 2021, dans le cadre de l'opération Azure (qui porte sur la saisie de cocaïne dans les aéroports), des juges, procureurs, médecins légistes et enquêteurs du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Panama et de la République dominicaine ont reçu une formation sur des sujets tels que l'utilisation de l'analyseur de stupéfiants portatif Raman TruNarc ; l'utilisation du matériel de scène de crime ; la manipulation sans risque des opioïdes synthétiques ; les livraisons surveillées ; les lignes directrices sur le suivi, le profilage et la détection des colis contenant des substances illicites ; et la fourniture de preuves scientifiques dans les affaires concernant les opioïdes synthétiques.

46. En El Salvador, l'ONUDC a contribué au stage de formation de l'Académie nationale de sécurité publique sur les études supérieures en sécurité destiné aux membres du Congrès, aux hauts fonctionnaires et aux officiers de police, en présentant un exposé sur la communication stratégique. Il a également contribué au stage de formation spécial de l'Académie internationale de police sur les enquêtes antigangs à l'intention des agents des services de détection et de répression d'Amérique latine et des Caraïbes, en présentant un exposé sur la menace que les gangs représentent pour la sécurité des États.

47. L'ONUDC, avec l'appui du Réseau ibéro-américain de procureurs spécialisés dans la lutte contre la drogue, a organisé plusieurs forums sur les enquêtes relatives à des affaires particulières, auxquels ont participé des pays de la région, y compris le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Panama et la République dominicaine. En février 2022, le Bureau du Procureur supérieur du Panama spécialisé dans les infractions liées à la drogue a demandé à l'ONUDC de faciliter la mise en relation du ministère public avec le port de Valence (Espagne). En juin, le ministère public a reçu un appui sous la forme d'un forum en ligne, lors duquel il a pu entrer en relation avec les autorités portuaires de Valence.

48. L'ONUDC a organisé des ateliers sur la déontologie et l'intégrité destinés aux services de police du Panama et de la République dominicaine, en synergie avec le Projet de communication aéroportuaire, le Programme de coopération portuaire et le Programme de contrôle des conteneurs. Ces ateliers, qui s'inscrivaient dans une synergie avec les programmes panaméens de lutte contre la corruption et de réforme

de la procédure pénale, étaient entièrement orientés vers la pratique et se basaient sur des affaires concrètes. En 2021, l'ONUDC a tenu plusieurs ateliers sur le recouvrement d'avoirs à l'intention de pays de la région, dans le cadre d'une synergie entre les Bureaux régionaux de l'ONUDC pour la région andine et le Cône Sud et pour l'Amérique centrale et les Caraïbes.

49. L'ONUDC a renforcé les capacités des forces de police panaméennes en assurant la formation continue de leurs membres, qui ont reçu une formation au sujet du renseignement criminel, de la déontologie des services de renseignement, du renseignement policier prospectif et des enquêtes dans le système pénal accusatoire.

#### **Niveaux régional et sous-régional**

50. Au Brésil et au Paraguay, l'ONUDC met en œuvre un projet visant à promouvoir l'utilisation de pratiques innovantes et interinstitutions pour améliorer la gestion des prisons, conformément aux normes internationales minimales, l'objectif étant avant tout de s'attaquer aux problèmes posés par la criminalité organisée en milieu carcéral, notamment au trafic de drogues dirigé depuis les prisons. En 2022, dans le cadre de ce projet, s'est tenue une conférence internationale sur les bonnes pratiques nationales et internationales en matière de lutte contre la criminalité organisée en milieu carcéral, avec la participation des autorités de 22 États brésiliens, dont les forces de police.

51. Le 24 février 2022, l'ONUDC a organisé un forum en ligne à l'intention des laboratoires de criminalistique sur le thème « Analyse des comprimés saisis : problèmes et solutions pour les laboratoires de criminalistique ». Des experts en criminalistique de laboratoires du Brésil, du Chili, de la Colombie, d'El Salvador, de la Trinité-et-Tobago et de l'Uruguay, et du Service des drogues, du laboratoire et des activités scientifiques de l'ONUDC ont échangé avec 91 homologues de toute la région des données d'expérience, des bonnes pratiques et des enseignements tirés de l'expérience concernant l'analyse des comprimés de drogues synthétiques. L'ONUDC a fourni 28 analyseurs de drogues électroniques portatifs TruNarc et dispensé une formation à leur utilisation au personnel des laboratoires de criminalistique et des services de détection et de répression de 16 pays de la région, renforçant ainsi leurs capacités de détection des drogues synthétiques (Antigua-et-Barbuda, Argentine, Barbade, Bolivie (État plurinational de), Chili, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Guyana, Mexique, Paraguay, Pérou, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago).

## **V. Contrôle aux frontières**

### **Colombie**

52. Dans le cadre du Programme de contrôle des conteneurs, avec la participation des autorités douanières, antistupéfiants, sanitaires et phytosanitaires colombiennes présentes aux terminaux portuaires de Barranquilla, Buenaventura, Carthagène et Santa Marta, ainsi qu'au Centre d'orientation de la police nationale, 54 formations ont été dispensées au total, ce qui a permis de renforcer les capacités des agents chargés du contrôle et de l'inspection des conteneurs. Des équipements spécialisés ont également été fournis à l'appui des procédures d'inspection, et l'utilisation de plateformes en ligne pour l'échange d'informations avec les autres autorités de la région a été encouragée. La coopération technique a conduit à au moins 323 saisies de stupéfiants dans différents terminaux portuaires.

53. Avec l'appui de l'Allemagne, le Bureau de l'ONUDC en Colombie a mené un examen des mesures nécessaires pour faire face à la criminalité transnationale organisée dans la zone frontalière entre la Colombie et l'Équateur et en comprendre les tendances et les dynamiques dans cette zone stratégique. L'analyse a montré que la présence institutionnelle était axée sur les mesures opérationnelles, comme le contrôle et la judiciarisation. En outre, les actes violents contre la population civile ont augmenté du fait de la présence de groupes criminels armés cherchant à contrôler



le territoire. S'agissant du trafic de drogues, l'examen a révélé que les activités économiques illicites ont des incidences sur les marchés locaux légaux et nuisent au développement socioéconomique des populations frontalières.

### **Brésil**

54. En 2022, l'ONUDC a coorganisé le premier séminaire international sur le trafic de stupéfiants dans les ports et à bord des navires de mer, en partenariat avec le Secrétariat national pour les politiques en matière de drogue et la gestion des actifs. La manifestation visait à promouvoir la coopération interinstitutions grâce à un large débat sur le renforcement des contrôles, inspections et autres mesures de prévention et de répression de la criminalité transnationale dans les environnements maritimes et fluviaux, tels que les ports, les fleuves, le littoral brésilien et les frontières maritimes. Elle a rassemblé des participants des forces de sécurité brésiliennes et internationales, y compris des attachés de police, des agents de police brésiliens et étrangers, et des représentants d'ambassades et d'organisations internationales.

55. L'ONUDC met en œuvre un projet visant à promouvoir la coopération entre le Brésil, le Pérou et la Colombie en matière de lutte contre le trafic de drogues en Amazonie, avec l'organisation de visites réciproques, d'ateliers et de formations à l'intention du personnel des services de détection et de répression des trois pays.

### **Amérique centrale et Caraïbes**

56. L'ONUDC a mis en place une unité de contrôle portuaire à Freeport et à Nassau (Bahamas), et renforcé d'autres unités de contrôle portuaire caribéennes au Guyana, en Jamaïque, en République dominicaine et au Suriname. En octobre 2021, après que les autorités dominicaines ont rejoint le Programme de contrôle des conteneurs, le mémorandum d'accord existant a été étendu à de nouvelles institutions et partenaires de la République dominicaine qui participeront pleinement au Programme à l'avenir. À l'appui des centres d'opérations maritimes et des forces navales et aériennes des Bahamas, de la Jamaïque et de la République dominicaine, l'ONUDC établit actuellement un réseau opérationnel sous-régional afin de renforcer la gestion des frontières. Des projets de mémorandums d'accord pour la coopération entre les services de détection et de répression des infractions au droit maritime et les opérations de recherche et de sauvetage sont en cours d'examen en vue de leur approbation par les ministres de tutelle. Dans le cadre de ce projet, des plateformes d'appréciation de la situation maritime ont été mises à disposition, grâce au Commandement Sud des États-Unis et à Skylight, la plateforme d'appréciation de la situation maritime fournie par l'Allen Institute for Artificial Intelligence, et plus de 15 opérateurs ont été formés à leur utilisation.

57. De nouvelles unités de contrôle portuaire ont également été créées dans les ports de Puerto Plata et Manzanillo (République dominicaine), et sur la frontière terrestre entre la République dominicaine et Haïti, à Dajabón.

58. Au Guyana, en Jamaïque et au Suriname, l'ONUDC s'est surtout attaché à remobiliser les autorités locales en faveur du Programme de contrôle des conteneurs, et à rénover ou redynamiser le mémorandum d'accord signé. Des réunions ont eu lieu avec l'ensemble des partenaires et des ministères compétents. Un nouveau mémorandum d'accord a été présenté et est en cours d'examen.

## **VI. Réseaux régionaux et échange d'informations**

### **Niveaux régional et sous-régional**

59. En 2022, l'ONUDC a participé à la réunion annuelle du Programme de coopération entre l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Union européenne dans le domaine des politiques sur les drogues, dont les débats se sont concentrés sur les mesures stratégiques à mettre en œuvre pour améliorer la conception et l'application des politiques de réduction de la demande et de l'offre de drogues dans les pays

d'Amérique latine et des Caraïbes, en se fondant sur des données factuelles et en tenant compte des enjeux de santé publique, des questions de genre et des droits humains.

## VII. Analyse des tendances et études sur le trafic de drogues et les questions connexes

### Colombie

60. En juillet 2021, l'ONUDC a publié l'enquête annuelle sur la culture du cocaïer, selon laquelle, au 31 décembre 2020, la superficie cultivée représentait 143 000 ha. Il s'agit d'une réduction de 7 % par rapport aux 154 000 ha de 2019, ce qui confirme la tendance à la baisse entamée en 2017, même si la superficie consacrée à la culture du cocaïer reste trois fois plus grande qu'en 2013, année où elle avait atteint son plus bas niveau historique.

61. L'ONUDC a contribué à l'élaboration d'études techniques visant à comprendre les tendances et les dynamiques de la production illicite de chlorhydrate de cocaïne. En 2021, l'étude sur la production et le rendement de la culture du cocaïer dans la région du Putumayo et du Caquetá, qui comprenait une analyse de la teneur en alcaloïde et de la pureté, ainsi qu'une caractérisation des infrastructures et des sites de production, a été publiée.

62. L'ONUDC a apporté une aide aux territoires colombiens touchés par la culture du pavot à opium et contribué à l'élaboration de méthodes de collecte et d'analyse des données. Une étude par échantillonnage a été menée pour décrire les parcelles, les méthodes d'ensemencement, le rendement des récoltes et l'utilisation de produits agrochimiques.

63. L'ONUDC s'est attaché à promouvoir l'égalité des genres dans les populations vulnérables en intégrant une approche transversale dans ses études et en menant une analyse dans les territoires exposés à des activités économiques illégales. En partenariat avec le Ministère de la justice, il a lancé une étude conjointe sur le rôle des femmes dans la chaîne du trafic de drogues, qui, en aidant à comprendre la participation de ces dernières à des activités illicites, les manques qui motivent ce comportement et les effets qui en découlent, a permis d'envisager le problème sous un angle nouveau et ainsi d'éclairer la conception d'interventions publiques différenciées visant à répondre aux besoins particuliers des femmes, selon le territoire où elles vivent. Dans ce contexte, une manifestation a eu lieu au sujet de la situation des femmes en matière de trafic de drogues aux niveaux national et international, avec la tenue de débats thématiques sur la chaîne d'approvisionnement en drogues, y compris le rôle des femmes des zones rurales dans les cultures illicites, la participation des femmes aux réseaux de trafic et de distribution, les difficultés rencontrées par les femmes pour accéder à la justice, et l'abus de drogues vu sous l'angle du genre.

64. L'ONUDC et le Ministère de la justice ont conduit une autre activité visant à évaluer les incidences de la production et du trafic de drogues sur les populations colombiennes vulnérables. Grâce à l'adoption d'une approche différenciée, les communautés indigènes Inga et Awá, dans le département du Putumayo, sont désormais mieux à même de faire face aux problèmes liés à la drogue. Dans le cadre d'un processus participatif et constructif, les deux communautés ont proposé une méthode pour comprendre les incidences des drogues sur leur territoire et faire face au problème à l'aide de leurs propres connaissances et traditions, de façon à pérenniser une vie saine en communauté.

### Bolivie (État plurinational de)

65. En mai 2020 et décembre 2021, l'ONUDC a présenté des rapports annuels de validation des informations relatives à la destruction des drogues saisies dans l'État plurinational de Bolivie.

## Équateur

66. L'ONUDC a établi le rapport du *sistema de alerta temprana* (système d'alerte rapide), qui contient des données de référence, et a collecté et analysé des données sur les cultures illicites et l'évolution du trafic de drogues et de la déforestation, en particulier de celle causée par l'exploitation forestière et minière illégale.

## Brésil

67. Le Centre d'excellence pour la réduction de l'offre illicite de drogues est le fruit d'un partenariat entre l'ONUDC, le Secrétariat national pour les politiques en matière de drogue et la gestion des actifs et le PNUD. Il communique des informations sur l'offre de drogues illicites au Brésil en établissant et en diffusant des études sur les tendances et les menaces liées au trafic de drogues et à la criminalité transnationale organisée. En 2021, le Centre a publié une étude stratégique sur la COVID-19 et le trafic de drogues au Brésil, qui analyse l'adaptation de la criminalité organisée et les actions menées par les forces de police pendant la pandémie, et a été décrite par les autorités brésiliennes comme un tournant dans la politique nationale en matière de drogues. Il a également publié des bulletins thématiques sur des thèmes qui intéressent les autorités nationales, comme la gestion des actifs issus du trafic de drogues et les systèmes d'alerte rapide sur les drogues.

68. En 2022, l'ONUDC a publié un travail de recherche dressant une cartographie du réseau des services de traitement des troubles liés à l'usage de drogues disponibles dans l'État du Pernambouc. La méthode de recherche utilisée était appliquée pour la première fois hors d'Europe et a mobilisé 1 900 équipes du Réseau de soins psychosociaux et les communautés thérapeutiques de 184 municipalités. Les résultats serviront à éclairer la prise de décisions tant pour ce qui est de lutter contre le problème de la drogue que de promouvoir la prévention de la criminalité.

## Mexique

69. Le Bureau de la liaison et des partenariats de l'ONUDC au Mexique met en œuvre un projet de surveillance des cultures illicites sur le territoire mexicain, qui fournit des informations fiables sur la production et le rendement de la gomme d'opium grâce à une méthode scientifiquement éprouvée et reconnue au niveau international. Mené en collaboration avec le Ministère de la défense, le Ministère de la marine, le Ministère des affaires étrangères et le parquet fédéral, le projet a été prolongé jusqu'en mai 2023, l'objectif étant de poursuivre les activités visant à estimer la superficie totale des champs de pavot à opium du pays et le rendement du pavot cultivé, et de réaliser une analyse chimique afin de déterminer la concentration en morphine de la gomme d'opium.

70. Dans le cadre du projet sur le renforcement de la collecte de données réalisée lors des activités d'éradication des cultures illicites, l'ONUDC a mis en place un système de collecte et de transfert de données en temps réel concernant les champs de pavot et de marijuana détruits. Le projet a été mis en œuvre en collaboration avec le parquet fédéral et le Ministère de la défense. Après avoir formé plus de 600 agents à l'utilisation du système sur le terrain et collecté des données et des preuves pour plus de 2 800 ha de cultures illicites détruites, l'ONUDC a transféré l'exploitation du système au Gouvernement en 2022. Le système est conforme au protocole national sur la destruction des cultures illicites.

## Niveaux régional et sous-régional

71. En octobre 2021, à Carthagène (Colombie), la stratégie de coopération sous-régionale en faveur du renforcement des capacités à intercepter le trafic de drogues et de précurseurs a été approuvée par les autorités des pays concernées. Elle est basée sur les stratégies nationales du Costa Rica et d'El Salvador visant à renforcer les institutions chargées d'intercepter le trafic de drogues et de précurseurs et sur la politique de la Colombie en matière de drogue, dans lesquelles la priorité a été donnée à une série de mesures de coopération et d'échange d'informations, l'objectif étant de

renforcer les capacités des institutions chargées de lutter contre le trafic de drogues illicites et de précurseurs chimiques en Colombie, au Costa Rica et en El Salvador, dans le cadre d'une coopération Sud-Sud.

72. En mars 2022, conformément à la stratégie de l'ONUDC relative aux opioïdes, le Programme mondial contre la cybercriminalité, en coopération avec le Service des drogues, du laboratoire et des activités scientifiques et avec le financement du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, a présenté une analyse des menaces liées au trafic en ligne de drogues synthétiques et d'opioïdes synthétiques en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le rapport analyse le trafic en ligne des substances concernées et ses liens avec les groupes criminels transnationaux organisés, dont il examine la capacité à se livrer au trafic d'opioïdes synthétiques sur l'Internet classique et sur le darknet. L'anonymat assuré par les marchés et les forums du darknet, qui font l'objet d'un chiffrement complexe, rend indiscutablement les enquêtes plus difficiles ; toutefois, la détection, l'attribution de responsabilité, l'application de la loi et les poursuites demeurent possibles. L'analyse de l'ONUDC montre qu'il est possible de prévoir et de prévenir les activités criminelles menées sur l'Internet classique et sur le darknet. Elle permettra d'éclairer les décideurs, de faciliter la coopération judiciaire et la coopération en matière de détection et de répression, et d'assurer une prévention ciblée de la criminalité.

## VIII. Initiatives de réduction de la demande

### Colombie

73. En 2019, l'ONUDC a aidé le Gouvernement en favorisant une meilleure compréhension des tendances de la demande de drogues et d'autres problèmes connexes à Bogota, comme le montrent l'établissement de diagnostics et la caractérisation de l'usage de drogues injectables et de *bazuco*. En outre, il a appuyé le renforcement de l'Observatoire colombien des drogues, du système national d'alerte rapide et du système d'alerte rapide de Bogota.

74. L'ONUDC a assuré la conception de modèles, de lignes directrices et de protocoles visant à renforcer la prévention, la réduction des risques et des dommages, ainsi que les programmes de traitement, et a fourni une assistance technique à leur mise en œuvre, l'objectif étant de réduire la demande de drogues et d'attirer l'attention sur le problème dans les écoles, les communautés et les milieux institutionnels (y compris les prisons). Dans ce contexte, plus de 50 outils et documents techniques ont été produits afin d'accroître la participation des professionnels, des responsables locaux, des pères, des mères, des jeunes et des enseignants.

75. En partenariat avec le Ministère de la justice et du droit, du Bureau du Haut-Commissaire pour la paix, de l'Institut colombien de protection de la famille et du gouvernement local, l'ONUDC a conçu et mis en œuvre des stratégies et des programmes fondés sur des données factuelles concernant la prévention de l'usage de drogues et les facteurs connexes. Grâce à la promotion de lignes directrices sur les liens familiaux et la parentalité positive, des compétences de vie et d'encadrement chez les jeunes, et de stratégies de prévention auprès de communautés indigènes et ethniques, quelque 21 000 acteurs communautaires ont développé leurs aptitudes. En outre, des stratégies de prévention sélective ont été mises en œuvre à l'intention d'adolescents en conflit avec la loi, ainsi que de personnes privées de liberté ou sortant de prison.

76. L'ONUDC a appuyé le renforcement des capacités de 23 000 acteurs institutionnels chargés de réduire la demande de drogues issus des secteurs éducatif, sanitaire, judiciaire, policier et carcéral, qui ont participé à des activités de plaidoyer et d'assistance technique et échangé des données d'expérience sur les initiatives concluantes.

**Bolivie (État plurinational de)**

77. L'ONUDC aide les autorités nationales à mettre en œuvre des plans municipaux de prévention de l'usage de drogues et fournit une assistance technique pour le traitement, la réadaptation et la réinsertion des personnes dépendantes à la drogue.

**Brésil**

78. En 2021, l'ONUDC a tenu une formation en ligne sur la nature, la prévention et le traitement des troubles liés à l'usage de drogues, à l'intention des décideurs brésiliens. Organisée en partenariat avec le Secrétariat national à la prévention et à la prise en charge en matière de drogue, la manifestation a rassemblé des décideurs publics et des représentants du Gouvernement fédéral et des gouvernements étatiques, dont 30 coordonnateurs des politiques relatives aux drogues au niveau étatique.

79. En 2022, l'ONUDC a lancé, en collaboration avec le Secrétariat national à la prévention et à la prise en charge en matière de drogue, un projet visant à établir un système national de prévention de l'usage d'alcool et d'autres drogues, sur la base d'un mécanisme national de coordination et d'actions de communication et de plaidoyer, ainsi que du renforcement des programmes de prévention de l'usage de drogues, avec notamment la création d'un stage sur la prévention de l'usage de drogues en milieu scolaire.

80. L'ONUDC, en partenariat avec le Conseil national de justice, met en œuvre un projet en faveur du renforcement des audiences relatives à la détention provisoire. Cette initiative a donné lieu à la création ou à l'amélioration de réseaux visant à assurer une protection sociale dans le contexte de ces audiences, compte tenu des vulnérabilités de certains détenus, notamment des usagers de drogues. En outre, des formations sur le VIH, l'hépatite virale et la tuberculose en milieu carcéral ont été dispensées à l'échelle nationale. Dans l'État de Sergipe, des flux spécifiques de soins et de renvois sont mis en place pour les détenus atteints de VIH, d'hépatite virale et de tuberculose, pathologies souvent liées à l'usage de drogues.

81. En 2021, l'ONUDC a fourni une assistance technique à El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Panama et à la République dominicaine, en vue d'améliorer les traitements et les soins dispensés aux personnes souffrant de troubles liés à l'usage de drogues. Les activités menées dans ce contexte comprenaient une formation sur l'assurance qualité basée sur les normes internationales de l'ONUDC relatives au traitement des troubles liés à l'usage de drogues, des évaluations des critères de qualité, une analyse des systèmes qualité de chaque pays et l'élaboration d'une feuille de route pour l'amélioration de la qualité ; un outil servant à cartographier les services et les centres de prise en charge de l'abus de drogues dans ces pays ; la conduite d'une étude nationale sur l'usage de drogues et les facteurs connexes ; une assistance technique sur la méthode à suivre pour élaborer une stratégie de réduction de la demande de drogues ; une assistance technique pour une meilleure prise en compte des questions de santé publique dans le traitement des troubles liés à l'usage de drogues ; et une assistance technique pour la révision du guide et des protocoles relatifs au traitement et à la prise en charge des usagers de substances psychoactives.

**Mexique**

82. En 2022, l'ONUDC a tenu quatre ateliers à l'intention des décideurs locaux sur la nature, la prévention et le traitement des troubles liés à l'usage de drogues, afin d'accroître l'accès à des services de qualité basés sur des données factuelles en matière de traitement, de soins et de réadaptation.

## IX. Développement alternatif

### Colombie

83. Conjointement avec l'Agence allemande de coopération internationale et le Gouvernement colombien, le Bureau de l'ONUDC en Colombie a mis en œuvre des initiatives visant à promouvoir les pratiques de protection de l'environnement dans le cadre du programme de développement alternatif. Grâce au paiement d'un système de services environnementaux et au renforcement d'initiatives fructueuses axées sur l'entreprise verte, 60 familles situées dans réserves forestières verront leurs conditions de vie s'améliorer.

84. L'ONUDC a également continué d'aider les autorités du pays à mettre en œuvre des modèles économiques inclusifs tenant compte des questions de genre, afin d'autonomiser 600 anciennes cueilleuses de feuilles de coca et leur famille et de diversifier leurs sources de revenus, dans le cadre du Programme national intégral de substitution des cultures illicites.

85. À Antioquia, l'ONUDC promeut également des stratégies de développement alternatif intégrant les questions de genre, avec notamment des mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets dirigées par des femmes. Dans ce contexte, grâce à une formation destinée à renforcer les capacités de plus de 250 femmes de 40 municipalités, il est prévu d'assurer l'autonomie économique et de transformer les conditions de vie des femmes et de leur famille.

86. Par ailleurs, l'ONUDC et le secteur privé s'efforcent conjointement de renforcer la productivité, la compétitivité et les capacités commerciales des communautés indigènes de Kankawarwa, Yeiwin, Bunkuamake, Singuney et Windiwa, qui se consacrent à la production de canne à sucre. Grâce à ces efforts conjugués, les communautés visées devraient voir augmenter leurs capacités productives et commerciales, d'où une meilleure sécurité alimentaire pour plus de 600 familles qui auparavant subissaient les effets des cultures illicites présentes sur leur territoire.

87. L'octroi de titres de propriété foncière a été un facteur déterminant pour inciter les communautés à se tourner vers l'économie licite et l'état de droit en Colombie. À cet égard, l'ONUDC a continué d'appuyer les mesures prises pour faciliter l'accès à la terre, en coopération avec l'Agence nationale des terres, en attribuant des titres fonciers en bonne et due forme sur les territoires où étaient pratiquées des cultures illicites. Dans le cadre de ce programme, plus de 600 familles ont bénéficié d'une assistance juridique pour régulariser leurs titres fonciers.

### Bolivie (État plurinational de)

88. L'ONUDC continue d'aider la Bolivie à promouvoir le développement alternatif, en particulier dans la municipalité de La Asunta. En juillet 2019, les dirigeants de la société française Malongo se sont rendus à La Asunta pour recueillir des informations sur les plantations de café et étudier la création de partenariats commerciaux. Cette visite a débouché sur l'exportation de 13,6 tonnes de café vers l'Europe. En 2022, les dirigeants de Malongo se sont de nouveau rendus à La Asunta pour signer avec la Fédération des producteurs agricoles de café un accord commercial portant sur l'exportation de café vers la France sur une période de cinq ans.

## X. Conclusions

89. Si l'on veut que l'action menée avec les pays d'origine pour réduire les cultures illicites porte ses fruits, il faut renforcer encore les politiques et stratégies nationales de développement alternatif, facteurs déterminants pour la génération de revenus légaux dans les communautés vulnérables. Les pays de la région ont demandé à l'ONUDC de continuer de leur apporter son concours pour le remplacement volontaire des cultures, l'attribution de titres de propriété foncière en bonne et due

forme et la collecte et le traitement des données issues des enquêtes de référence, qui doivent permettre de mieux comprendre les facteurs sociaux, économiques, environnementaux et institutionnels en jeu dans les territoires touchés par les cultures illicites. La majeure partie des activités d'appui est financée par les pays d'origine, ce qui garantit l'appropriation des projets par les intéressés et leur durabilité. Toutefois, un soutien financier des partenaires internationaux est nécessaire pour renforcer l'action menée et améliorer les résultats obtenus.

90. Un appui continu devrait être fourni aux Gouvernements de Colombie, de l'État plurinational de Bolivie et du Pérou pour les aider à estimer le niveau de la production de cocaïne et à mener des études spécialisées sur les quantités de feuille de coca et d'intrants chimiques nécessaires à cette production. Les efforts déployés en ce sens ont démontré à quel point il était utile de surveiller les cultures illicites et de travailler en même temps à la description chimique des nouvelles substances psychoactives. Ils doivent être renforcés dans le cadre de l'action menée à l'échelle régionale pour lutter contre le problème des drogues illicites.

91. Les États Membres et l'ONUDC doivent continuer d'encourager la concertation intra et interrégionale sur la production, la consommation et le trafic de substances illicites.

92. Une coopération intrarégionale durable est nécessaire pour renforcer les activités de coopération aux fins de la lutte contre les drogues synthétiques et pour détecter, surveiller et combattre le blanchiment d'argent.

93. Il est nécessaire de fournir un appui continu en faveur du renforcement des capacités, notamment en formant les professionnels concernés, tels que les enquêteurs, les procureurs et les juges, aux questions clefs que sont le blanchiment d'argent découlant du trafic de drogues, la criminalité organisée, la corruption et la criminalité liée aux forêts. Ces capacités peuvent être renforcées à l'aide de plateformes qui facilitent la mise en commun de renseignements, telles que le Centre régional du renseignement antistupéfiants, installé à Santa Cruz (État plurinational de Bolivie), et d'initiatives facilitant la coopération entre les services de police et ceux de contrôle aux frontières, telles que le Programme de contrôle des conteneurs et le Projet de communication aéroportuaire.

94. Compte tenu de l'importance que revêtent les politiques et programmes de lutte contre la drogue fondés sur des données factuelles qui tiennent compte des droits humains et de la santé publique, il conviendrait de poursuivre et d'intensifier les efforts déployés pour la conception et la mise en œuvre de stratégies nationales.

---